

ECO *By Lodj* BUSINESS

29
SEP
25

www.lodj.ma

PME

TPE

STARTUP

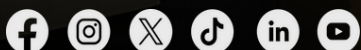
EMPLOI

CROISSANCE

EMPLOI AU MAROC DE L'IRES À L'AEI

Entre diagnostics lucides et solutions audacieuses,
l'heure des choix a sonné

@lodjmaroc



Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

ÉDITO D'OUVERTURE

Emploi au Maroc de l'IRES À l'AEI: entre diagnostics lucides et solutions audacieuses, l'heure des choix a sonné

Croissance sans emploi : mythe ou réalité marocaine ?

Le piège du chômage des jeunes diplômés

L'informel au Maroc : entre soupape sociale et piège économique

Femmes et emploi au Maroc : la moitié invisible du marché du travail

La fuite des cerveaux : un coût caché pour l'économie marocaine

L'agriculture marocaine : secteur refuge ou impasse structurelle ?

Intelligence artificielle et emplois du futur : menace ou opportunité pour le Maroc ?

PME et start-up : le chaînon manquant de l'emploi formel au Maroc

Disparités territoriales et emploi : le grand fossé

Leçons des modèles étrangers : que peut apprendre le Maroc ?

ECO
BUSINESS

LODJ



Imprimerie Arrissala

29

SEP | 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA – SALMA LABTAR

NISRINE JAOUADI – AICHA BOUSKINE – SOUKAINA BENSaid – MAMOUNE ACHARKI

KARIMA SKOUNTI – MAMADOU BILALY COULIBALY

INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN

ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM

WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLACHEN

L'ODJ Média – Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma





INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING

STREAM LIVE 00:29:48

R212 WEB RADIO

BREAKING NEWS

lastique : recette du shampoing solide maison: Écologique, économique et naturel, le shampoing solid

www.lodj.ma - www.lodj.info - pressplus.ma +212 666-863106 @lodjmaroc

REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!

EMPLOI AU MAROC DE L'IRES À L'AEI

ENTRE DIAGNOSTICS LUCIDES ET SOLUTIONS AUDACIEUSES, L'HEURE DES CHOIX A SONNÉ

L'emploi, miroir des contradictions marocaines

Au Maroc, l'emploi reste le thermomètre social par excellence. Bien plus qu'un indicateur économique, il mesure la vitalité d'une nation, sa capacité à transformer sa jeunesse en force productive, à offrir un avenir digne à ses citoyens. Or, derrière les chiffres officiels et les slogans des plans sectoriels, une réalité obstinée s'impose : la croissance marocaine, telle qu'elle s'est déployée depuis deux décennies, peine à se traduire en créations d'emplois à la hauteur des attentes.

C'est ce constat, lucide et implacable, que rappelle l'étude de l'Institut Royal des Études Stratégiques (IRES) sur « Croissance économique et création d'emplois ». Ce rapport met en lumière un divorce inquiétant : la croissance a été au rendez-vous, mais elle n'a pas eu la même intensité en matière d'emploi. Là où un point de PIB générerait 30.000 emplois au début des années 2000, il n'en produit plus que la moitié aujourd'hui, et depuis 2016, le solde est même devenu négatif.

À côté de ce diagnostic rigoureux, l'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) propose, dans son livret « Non, on n'a pas tout essayé », une série de mesures concrètes et volontaristes pour relancer l'emploi et corriger ces déséquilibres. Ce croisement entre l'analyse académique et les propositions politiques constitue la matière de ce dossier que l'ODJ Média a choisi de porter à l'attention de ses lecteurs.

Quand l'IRES décortique, quand l'AEI propose

L'apport de l'IRES est essentiel : objectiver la situation, en démontrant que les grands chantiers économiques, aussi visibles soient-ils, n'ont pas suffi à transformer la croissance en emplois massifs. Le rapport insiste sur les faiblesses structurelles : poids persistant de l'informel, chômage des jeunes diplômés, marginalisation des femmes, fuite des cerveaux, vulnérabilité agricole. Mais diagnostiquer ne suffit pas. C'est ici qu'intervient la valeur ajoutée de l'AEI : passer de la photographie à la prescription. Dans un style direct, ce collectif d'économistes plaide pour une réforme profonde : cartographier les compétences, anticiper les mutations

technologiques, miser sur de nouvelles filières stratégiques (care, économie bleue, numérique, économie circulaire), et donner enfin aux régions une autonomie économique réelle. Ce dialogue implicite entre l'IRES et l'AEI montre bien que le Maroc ne manque ni d'analyses ni d'idées. Ce qui fait défaut, c'est la traduction politique et opérationnelle, la capacité à transformer la réflexion en action.

Un miroir sans complaisance

L'intérêt de ce regard croisé est qu'il met le pays face à ses contradictions. Comment accepter que 36 % des jeunes de 15 à 24 ans soient au chômage alors même que des entreprises disent manquer de profils adaptés ?



Comment expliquer que des dizaines de milliers d'ingénieurs et de médecins formés au Maroc choisissent d'exercer en Europe, tandis que nos hôpitaux et entreprises se plaignent d'un déficit de compétences ? Comment justifier que la moitié de la population féminine reste écartée du marché du travail, dans un pays qui prétend

viser l'émergence ?

La réponse n'est pas simple, mais elle ne peut plus être esquivée. L'IRES, en objectivant les tendances, et l'AEI, en proposant des solutions, rappellent que le statu quo est insoutenable. L'économie marocaine ne pourra pas absorber ses nouvelles générations de travailleurs si elle continue à s'appuyer sur un modèle polarisé : d'un côté des secteurs modernes mais peu créateurs d'emplois, de l'autre une masse informelle et agricole en déclin.

L'urgence d'un choix stratégique

Ce dossier arrive à un moment charnière. Le Maroc s'apprête à organiser la CAN 2025 et la Coupe du Monde 2030, autant d'événements qui vont nécessiter des milliers d'emplois temporaires et permanents. Parallèlement, le pays affiche des ambitions élevées en matière de transition énergétique et numérique. Mais ces perspectives ne seront pas automatiques : elles exigent une stratégie délibérée pour orienter la formation, accompagner les régions et stimuler l'entrepreneuriat.

L'AEI a raison de dire que « non, on n'a pas tout essayé ». La tentation du fatalisme est grande, mais elle serait dangereuse. D'autres pays émergents ont su briser le cercle du chômage massif en s'appuyant sur leurs PME, en intégrant l'informel progressivement, en investissant massivement dans l'éducation technique et en donnant à leurs régions la capacité d'agir. Le Maroc peut suivre cette voie, à condition de surmonter la lenteur bureaucratique et la centralisation excessive qui paralysent l'action publique.

La responsabilité du débat public

En publiant ce dossier, L'ODJ Média entend contribuer à un débat vital : celui de l'emploi. Loin des chiffres bruts, il s'agit de rappeler que chaque statistique correspond à une trajectoire humaine, à un jeune qui hésite entre chômage, exil ou précarité.

Le rôle d'un média n'est pas de fournir des solutions toutes faites, mais d'éclairer les enjeux, de confronter les analyses, de donner la parole aux experts comme aux citoyens. C'est ce que nous faisons ici, en mettant en dialogue la rigueur de l'IRES et l'audace des propositions de l'AEI.

L'avenir du Maroc se joue dans sa capacité à créer des emplois dignes, stables et productifs. Car un pays qui laisse sa jeunesse sans perspectives, ses femmes en marge et ses talents partir à l'étranger, hypothèque son développement. Inversement, un pays qui libère ses énergies humaines et territoriales ouvre la voie à une véritable émergence.

De la lucidité à l'action

Ce regard croisé n'est pas un simple exercice académique. C'est une invitation à passer de la lucidité à l'action. Le Maroc a trop longtemps oscillé entre discours ambitieux et résultats modestes. Il est temps que la réflexion stratégique rencontre la volonté politique.

À travers ce dossier, L'ODJ Média veut rappeler que l'emploi n'est pas une variable secondaire, mais la pierre angulaire du contrat social. La croissance, sans emploi, n'est qu'une illusion statistique. L'emploi, lui, est une promesse de dignité et d'avenir.

À nous de choisir si cette promesse sera tenue.



CROISSANCE SANS EMPLOI : MYTHE OU RÉALITÉ MAROCAINE ? L'ILLUSION D'UNE CROISSANCE PORTEUSE D'EMPLOIS

Depuis plus de deux décennies, le Maroc affiche des performances économiques qui, vues de loin, semblent honorables. Le PIB a progressé en moyenne de 4 % au cours des années 2000 et de 3 % au cours des années 2010. Mais derrière cette croissance se cache une réalité beaucoup moins reluisante : l'emploi n'a pas suivi.

Les chiffres sont révélateurs. Au début des années 2000, chaque point de croissance du PIB se traduisait par environ 30.000 créations nettes d'emplois. Une décennie plus tard, ce ratio s'était réduit de moitié : 15.000 emplois seulement par point de croissance. Pire encore, depuis 2016, le pays a perdu en moyenne 11.000 emplois par an, alors même que l'économie progressait

Croissance économique et créati...

Autrement dit, la croissance marocaine est devenue de moins en moins intensive en emploi.

Ce paradoxe nourrit un malaise croissant dans la société. Comment expliquer qu'un pays qui investit massivement dans ses infrastructures, qui attire des investissements étrangers dans l'automobile ou l'aéronautique, n'arrive pas à offrir suffisamment de travail à ses jeunes ? La question est d'autant plus pressante que le chômage

touche aujourd'hui 13,3 % de la population active, mais grimpe à 36,7 % chez les 15-24 ans

AEI _ non on n'a pas tout essayé

Les causes structurelles du divorce croissance-emploi

Plusieurs facteurs expliquent cette déconnexion. Le premier est lié à la nature même de la croissance marocaine. Les secteurs porteurs, comme les phosphates, l'automobile ou l'aéronautique, sont fortement capitalistiques. Ils génèrent une valeur ajoutée importante, mais nécessitent relativement peu de main-d'œuvre au regard des volumes produits.

Deuxième facteur : l'agriculture, qui reste le premier employeur du pays, connaît une transformation profonde. La modernisation progressive du secteur et les aléas climatiques entraînent une réduction massive de la main-d'œuvre. Entre 2018 et 2023, près de 950.000 emplois agricoles ont disparu

Croissance économique et créati...

Ce reflux brutal pèse lourdement sur l'équilibre du marché du travail.

Troisième élément : le tissu entrepreneurial reste fragile. Les PME et TPE, qui

représentent 99 % du tissu économique, peinent à croître et à se transformer en créatrices d'emplois massifs. Faute de financement, de simplification administrative et de soutien à l'innovation, elles n'arrivent pas à jouer le rôle de « machine à embaucher » que l'on observe dans d'autres économies émergentes

AEI _ non on n'a pas tout essayé

Enfin, il faut souligner la faible intégration locale des grandes filières exportatrices. Dans l'automobile, par exemple, une partie significative des composants est importée. L'industrie assemble et exporte, mais ne crée pas assez de valeur ajoutée locale pour irriguer le marché de l'emploi.

Les leçons internationales : quand croissance rime avec emploi

Ce phénomène n'est pas une fatalité. Plusieurs pays émergents ont montré qu'il est possible de concilier croissance et emploi, à condition de mettre en place des politiques publiques cohérentes.



La Malaisie, par exemple, a construit son développement sur une stratégie de soutien massif aux PME locales, transformées en champions régionaux. Résultat : des milliers d'entreprises dynamiques capables de créer de l'emploi à chaque échelon territorial.

Le Vietnam illustre une autre approche : celle de l'État développementaliste. Le gouvernement y a planifié l'industrialisation en orientant les investissements étrangers vers des filières intégrées et à forte valeur ajoutée locale. Les zones franches ne sont pas seulement des lieux d'assemblage, mais des écosystèmes où formation, recherche et production s'imbriquent.

La Corée du Sud enfin, plus avancée, reste un modèle d'industrialisation inclusive. Sa croissance s'est accompagnée d'un investissement massif dans l'éducation et la recherche, garantissant une adéquation entre compétences produites et besoins du marché.

Ces trois trajectoires montrent que la croissance peut devenir créatrice d'emplois, à condition de ne pas se limiter à l'attraction d'investissements étrangers, mais d'ancrer ces investissements dans le tissu productif local.

La réponse de l'AEI : diagnostiquer pour agir

Face à ce constat, l'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) insiste sur une priorité : établir un diagnostic précis et transparent du marché du travail. Pour l'AEI, l'absence de données fiables et cohérentes fausse la perception du chômage et empêche l'élaboration de politiques efficaces

AEI _ non on n'a pas tout essayé

Leur proposition est double. D'abord, cartographier les compétences disponibles, par secteur et par région, afin de comprendre où se situent réellement les déséquilibres. Ensuite, anticiper les évolutions économiques et technologiques, pour adapter en amont la formation et l'orientation des jeunes.

Cette démarche pragmatique vise à corriger un paradoxe inquiétant : d'un côté, une jeunesse diplômée qui peine à trouver un emploi ; de l'autre, des entreprises qui peinent à recruter faute de profils adaptés. Sans diagnostic rigoureux, les politiques publiques risquent de continuer à naviguer à vue.

VERS UNE CROISSANCE PLUS INCLUSIVE ?

La question de la croissance sans emploi est au cœur du débat économique marocain. Le pays ne peut plus se contenter d'un PIB qui grossit sans se traduire par une prospérité partagée. L'AEI propose un cadre d'action clair : mesurer, comprendre et anticiper. Mais ce diagnostic doit être suivi d'actes forts : soutien aux PME, industrialisation intégrée, réorientation des politiques de formation.

La croissance marocaine n'est pas condamnée à rester sans emploi. Elle peut devenir inclusive et génératrice d'opportunités, à condition que l'État accepte de revoir ses priorités. Comme le rappellent les expériences étrangères, ce n'est pas la croissance en elle-même qui crée des emplois, mais la manière dont elle est organisée, orientée et redistribuée.

Le Maroc est donc face à un choix : continuer à afficher des chiffres flatteurs mais socialement stériles, ou engager une réforme profonde qui fasse de chaque point de croissance un levier concret d'emplois pour sa jeunesse.



LE PIÈGE DU CHÔMAGE DES JEUNES DIPLÔMÉS UNE GÉNÉRATION BLOQUÉE

Les soft skills (communication, gestion d'équipe, langues) manquent cruellement, tout comme les compétences numériques pourtant devenues essentielles. Ce décalage est aggravé par une faible articulation entre le monde académique et le monde professionnel : stages rares, alternance limitée, peu de passerelles entre université et entreprise.

Le résultat est une génération de diplômés « surqualifiés mais sous-employés », condamnés soit à accepter des emplois précaires et sous-payés, soit à attendre un hypothétique poste correspondant à leur niveau d'étude.

Les effets sociaux d'un chômage massif des jeunes diplômés

Au-delà des statistiques, le chômage des jeunes diplômés nourrit un malaise social profond.

Démotivation et frustration : beaucoup de jeunes se sentent trahis par un système qui leur a promis ascension sociale et modernité.

Exode migratoire : les plus qualifiés cherchent à s'expatrier, aggravant la fuite des cerveaux et privant le Maroc de ses talents.

Fragilisation sociale : la difficulté d'accès à l'emploi retarde les projets de vie (mariage, logement), ce qui alimente un sentiment d'exclusion.

Tensions politiques : une jeunesse diplômée et frustrée peut devenir le cœur de mouvements de contestation, surtout à l'ère des réseaux sociaux.

Autrement dit, le chômage des diplômés n'est pas qu'un problème économique, c'est un défi sociétal et politique.



Réforme bancaire : ce que change l'actualisation du statut de Bank Al-Maghrib

Adopté le 18 septembre en Conseil de gouvernement, le projet de loi modifiant la législation sur les établissements de crédit et le statut de Bank Al-Maghrib passe presque inaperçu. Pourtant, derrière son apparence technique, il pourrait transformer en profondeur le financement de l'économie marocaine et la supervision du système bancaire.

Un texte discret, mais stratégique

Les grandes réformes bancaires ne font pas la une des journaux. Et pourtant, ce projet de loi adopté le 18 septembre 2025 marque un tournant. Il revise la loi encadrant les établissements de crédit, tout en actualisant le statut de Bank Al-Maghrib (BAM), la banque centrale du Maroc.

Le texte vise à adapter la supervision aux évolutions du secteur : montée en puissance des fintechs, diversification des services de paiement, risques liés au numérique, et besoin de solidifier la stabilité financière.

Le Maroc connaît une contradiction profonde : jamais il n'a produit autant de diplômés, et jamais leur insertion sur le marché du travail n'a été aussi difficile. En 2024, le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans atteint 36,7 %

AEI _ non on n'a pas tout essayé

Pire encore, parmi les diplômés de l'enseignement supérieur, près d'un sur cinq est sans emploi. Le paradoxe est total : le diplôme, censé être un sésame vers la réussite sociale, devient pour beaucoup un ticket d'attente... au chômage.

Dans les universités et grandes écoles, l'inquiétude est palpable. Chaque année, des milliers de jeunes obtiennent leurs diplômes, mais trop peu trouvent une opportunité professionnelle à la hauteur de leurs ambitions. Les concours publics sont saturés, les entreprises privées se plaignent de profils mal adaptés, et l'émigration devient une échappatoire tentante.

Un système éducatif en décalage avec le marché

Le cœur du problème réside dans l'inadéquation entre la formation et les besoins du marché de l'emploi. Trop de filières produisent des diplômés dans des secteurs saturés — lettres, droit, certaines branches scientifiques — alors que l'économie peine à recruter dans des domaines techniques (industrie, santé, digital, logistique).

Les employeurs se plaignent régulièrement : ils trouvent des candidats diplômés, mais pas opérationnels.

Les propositions de l'AEI : former pour mieux insérer

L'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) a placé cette question au centre de ses priorités. Pour elle, il ne suffit pas de produire des diplômés : encore faut-il que leurs compétences correspondent aux besoins de l'économie

AEI _ non on n'a pas tout essayé

L'AEI propose plusieurs leviers :

Une cartographie nationale des compétences : identifier clairement les secteurs qui recrutent, ceux qui stagnent et ceux qui émergent (énergies renouvelables, logistique, santé, numérique).

Des formations accélérées et professionnalisantes : en six mois ou un an, pour préparer les jeunes à des métiers précis (tourisme, restauration, maintenance industrielle, métiers du digital).

La généralisation de l'alternance : faire en sorte que chaque diplôme s'accompagne d'une expérience pratique en entreprise, pour rendre les jeunes immédiatement opérationnels.

Des passerelles académiques-professionnelles : renforcer les partenariats entre universités, écoles professionnelles et entreprises, afin de co-construire les programmes de formation.

L'adaptation aux grands événements :

la CAN 2025 et la Coupe du Monde 2030 doivent servir de tremplin à des formations spécifiques (sécurité, audiovisuel, logistique, hospitalité).

Témoignages et réalités de terrain

Des exemples concrets montrent l'urgence de cette adaptation. Dans l'hôtellerie-restauration, secteur pourtant en croissance, les recruteurs peinent à trouver des jeunes formés aux standards internationaux. Dans le numérique, les entreprises de cybersécurité ou de data analysis importent parfois des compétences faute de profils disponibles localement.

À l'inverse, des milliers de jeunes diplômés en sciences humaines, en droit ou en lettres s'entassent dans des concours de la fonction publique, dont le nombre de postes est limité. Beaucoup finissent par rester inactifs ou basculer dans l'informel, faute de perspectives claires.

Le pari de l'adéquation emploi-compétences

L'AEI insiste : la clé est d'adapter le système éducatif à l'économie réelle. Sans cette réforme, le Maroc continuera à former des diplômés « théoriques » déconnectés des besoins. À l'inverse, une formation plus agile, orientée vers les métiers porteurs, pourrait transformer le chômage des diplômés en opportunité pour l'économie.

Cela suppose une refonte profonde des curricula, mais aussi une meilleure anticipation des mutations économiques. L'essor des énergies renouvelables, la digitalisation accélérée, la transition vers une économie verte et circulaire sont autant de chantiers qui nécessitent des milliers de profils techniques et spécialisés. Former les jeunes à ces métiers, c'est leur donner un avenir, mais c'est aussi préparer le Maroc à ses propres ambitions de développement.



SORTIR DU CERCLE VICIEUX

Le chômage des jeunes diplômés est l'un des plus grands défis du Maroc contemporain. Il menace la cohésion sociale, alimente l'exode des talents et fragilise la confiance dans l'avenir. Mais ce n'est pas une fatalité.

L'AEI propose une voie pragmatique : mesurer les besoins, former aux compétences réelles et insérer par l'expérience. Ce trio pourrait casser le cercle vicieux et transformer une génération frustrée en moteur de développement.

À condition toutefois que ces propositions ne restent pas lettre morte. Car la jeunesse diplômée du Maroc n'attendra pas indéfiniment. Si l'économie nationale ne leur ouvre pas ses portes, d'autres pays le feront — au prix d'une perte immense pour le royaume.

L'INFORMEL AU MAROC : ENTRE SOUPAPE SOCIALE ET PIÈGE ÉCONOMIQUE

UNE ÉCONOMIE PARALLÈLE TENTACULAIRE

Difficile de comprendre le marché de l'emploi marocain sans évoquer le rôle massif du secteur informel. Selon les estimations, il représente près de 60 % des emplois et 30 % du PIB

Croissance économique et créati...

. Autrement dit, plus d'un travailleur sur deux exerce une activité en dehors du cadre légal et fiscal. Du vendeur ambulant aux artisans non déclarés, en passant par les micro-commerces de quartier ou les services domestiques, l'informel est partout.

Pour beaucoup de familles, il constitue une bouée de sauvetage. Sans ce filet, des millions de Marocains se retrouveraient sans aucun revenu. Mais cette fonction sociale ne doit pas masquer l'autre réalité : l'informel prive l'État de ressources fiscales, maintient les travailleurs dans la précarité et plombe la compétitivité des entreprises formelles.

C'est tout le paradoxe : l'informel protège de la pauvreté immédiate mais enferme le pays dans un cercle vicieux de sous-développement.

Les avantages et dangers d'un secteur hybride

Le principal avantage de l'informel est sa flexibilité. Il absorbe les chocs économiques et crée une forme d'« emploi refuge ».

Lors des crises — pandémie, sécheresse, inflation — des milliers de personnes basculent vers l'informel pour survivre.

Mais cette flexibilité a un prix :

Précarité sociale : pas de couverture maladie, pas de retraite, pas de droits syndicaux.

Perte fiscale : un manque à gagner colossal pour l'État, estimé à plusieurs dizaines de milliards de dirhams par an.

Concurrence déloyale : les entreprises formelles, qui paient impôts et cotisations, peinent à rivaliser avec celles qui échappent à ces charges.

Frein à l'investissement : un tissu économique dominé par l'informel décourage l'innovation et la montée en gamme.

En clair, l'informel est une soupape, mais c'est aussi un piège : il évite l'explosion sociale à court terme mais empêche le décollage économique à long terme.

Comparaisons internationales : leçons de formalisation progressive

Le Maroc n'est pas seul face à ce dilemme. D'autres pays émergents ont dû faire face à un secteur informel hypertrophié.

Brésil : a mis en place un statut simplifié pour les micro-entrepreneurs individuels, permettant de déclarer facilement ses revenus avec un impôt réduit. Résultat : des millions de travailleurs ont rejoint le secteur formel en quelques années.

Turquie : a intégré une partie des travailleurs informels via la couverture sociale progressive, en subventionnant l'assurance maladie pour les indépendants.

Tunisie : a expérimenté des systèmes de déclaration simplifiée pour les petites activités, mais avec un succès mitigé faute d'accompagnement bancaire.

Ces expériences montrent que la formalisation ne peut être ni brutale ni punitive. Elle doit être progressive, incitative et accompagnée.

Les propositions de l'AEI : apprivoiser l'informel

L'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) rejette l'idée d'une répression massive du secteur informel. Elle plaide au contraire pour une intégration progressive, en misant sur des incitations adaptées

AEI _ non on n'a pas tout essayé

Quatre leviers sont proposés :

Statuts simplifiés et fiscalité progressive

Création de régimes légers pour les très petites entreprises (TPE).

Impôt réduit et progressif sur plusieurs années pour éviter le choc fiscal.

Déclarations administratives allégées pour ne pas décourager les petits acteurs.



LODJ

WWW.PRESSPLUS.MA



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

SCAN ME



PRESSPLUS EST LE KIOSQUE %100 DIGITAL & AUGMENTÉ
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA

MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS...

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC



Accès au financement

Développement de microcrédits à taux réduits pour les auto-entrepreneurs.

Dispositifs de garantie pour inciter les banques à prêter à ceux issus de l'informel.

Inclusion financière via la digitalisation bancaire.

Contrats flexibles et à temps partiel

Permettre aux entreprises d'embaucher progressivement des travailleurs issus de l'informel, avec exonérations sociales temporaires.

Encourager l'emploi partiel pour réduire le coût du passage au formel.

Digitalisation des paiements

Lutter contre le cash, socle de l'informel.

Encourager les paiements électroniques par des incitations fiscales.

À terme, introduire une monnaie digitale pour tracer les flux.

Vers une économie plus inclusive ?

L'intégration de l'informel ne doit pas être vue comme une volonté de « fiscaliser les pauvres », mais comme une stratégie de protection et de compétitivité. En donnant accès à la sécurité sociale, en facilitant l'accès au crédit et en réduisant la concurrence déloyale, la formalisation progressive pourrait transformer le marché de l'emploi marocain.

L'État aurait davantage de ressources fiscales pour investir dans les infrastructures et les services publics. Les entreprises formelles seraient moins pénalisées et pourraient investir davantage. Les travailleurs, enfin, gagneraient en stabilité et en dignité.

Le défi reste immense : comment convaincre des millions de travailleurs informels de franchir le pas, alors que l'informel reste plus simple et moins coûteux ? La clé réside sans doute dans la pédagogie, l'incitation et la gradualité.

UN CHOIX STRATÉGIQUE POUR LE MAROC

L'économie informelle est à la fois le talon d'Achille et le coussin amortisseur du Maroc. Elle protège contre le pire, mais empêche d'atteindre le meilleur.

L'AEI propose une voie médiane : ni tolérance totale, ni répression brutale, mais une stratégie progressive de formalisation. Si elle réussit, cette transition pourrait être l'une des plus grandes réformes socio-économiques du pays depuis l'indépendance.

Le Maroc doit trancher : veut-il rester une économie hybride, où l'informel règne, ou franchir le pas d'une économie pleinement moderne, inclusive et compétitive ?



SCAN ME!

ويب راديو مغاربة العالم

WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

FEMMES ET EMPLOI AU MAROC : LA MOITIÉ INVISIBLE DU MARCHÉ DU TRAVAIL UN PARADOXE NATIONAL

Le Maroc affiche depuis deux décennies des progrès notables en matière d'éducation féminine. Les taux de scolarisation des filles au primaire et au secondaire ont rattrapé, voire dépassé, ceux des garçons dans plusieurs régions urbaines. Pourtant, ce progrès n'a pas débouché sur une plus grande participation des femmes à la vie économique.

En 2024, seulement 20,1 % des femmes en âge de travailler sont actives sur le marché du travail

Croissance économique et créati...

C'est l'un des taux les plus bas de la région MENA et, de loin, insuffisant pour un pays qui ambitionne de devenir une puissance émergente. Autrement dit, près de quatre femmes sur cinq restent en dehors du marché du travail, malgré des qualifications croissantes.

Le paradoxe est donc criant : le Maroc éduque ses filles, mais n'arrive pas à les insérer dans l'économie.

Les freins multiples à la participation féminine

Plusieurs obstacles expliquent cette situation.

1. Les contraintes culturelles et sociales

Dans de nombreuses familles, le rôle de la femme reste encore cantonné à la sphère domestique. La pression sociale limite les possibilités d'emploi, surtout dans les régions rurales où le travail féminin rémunéré est parfois mal perçu.

2. Les obstacles juridiques et institutionnels

Le Code du travail marocain ne favorise pas suffisamment l'équilibre entre vie familiale et vie professionnelle. Les dispositifs de congé parental restent limités, et les infrastructures publiques d'accueil des enfants sont insuffisantes.

3. Les disparités territoriales

Alors que certaines femmes urbaines trouvent des opportunités dans les services, les femmes rurales souffrent d'un manque d'emplois alternatifs à l'agriculture, secteur en crise.

4. Les stéréotypes de recrutement

De nombreux employeurs privilégient encore les hommes pour des postes à responsabilité ou techniques, renforçant un plafond de verre invisible.

Les conséquences économiques de l'exclusion

L'impact de cette faible participation est colossal.

Selon les estimations d'économistes, si le taux d'activité féminin rejoignait celui des hommes, le PIB du Maroc pourrait croître de 20 à 30 % à long terme. En d'autres termes, le pays se prive d'un gisement énorme de croissance et de productivité.

À l'échelle sociale, cette exclusion nourrit les inégalités : les femmes dépendantes économiquement sont plus vulnérables à la pauvreté, aux violences domestiques et aux crises économiques.

Enfin, sur le plan symbolique, la marginalisation économique des femmes contredit l'image d'un Maroc moderne et inclusif que le pays cherche à projeter à l'international.

Les propositions de l'AEI : libérer l'emploi féminin

L'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) considère la participation des femmes comme un levier majeur de relance de l'emploi

AEI _ non on n'a pas tout essayé

Elle avance plusieurs pistes concrètes :

Flexibilité des contrats de travail

Encourager le temps partiel, le télétravail et les horaires adaptés, afin de permettre aux femmes de concilier vie familiale et professionnelle.

Crèches subventionnées

Développer des structures publiques et privées d'accueil des enfants, financées en partie par les collectivités locales, pour lever l'un des principaux obstacles à l'emploi féminin.

Télétravail généralisé dans les métiers compatibles

Encadrer et promouvoir le travail à distance, notamment dans les services numériques, les call centers, le conseil ou l'administration.



Incitations fiscales aux entreprises

Réduire temporairement les charges sociales pour les employeurs qui recrutent des femmes, afin de stimuler leur insertion.

Égalité professionnelle

Mener des campagnes de sensibilisation et instaurer des contrôles pour s'assurer que les entreprises respectent l'égalité salariale et l'accès aux promotions.

Témoignages et réalités de terrain

Des témoignages recueillis dans différents secteurs montrent que les femmes marocaines veulent travailler, mais que le marché ne leur ouvre pas suffisamment ses portes.

Dans les zones rurales, beaucoup expliquent qu'elles ne trouvent pas d'emplois hors agriculture, et que l'exode vers les villes reste la seule option.

Dans les villes, de jeunes diplômées en commerce ou en sciences se plaignent d'entretiens où on leur demande d'abord si elles comptent se marier ou avoir des enfants avant même d'évaluer leurs compétences.

Dans l'artisanat et les coopératives féminines, les initiatives réussissent souvent à l'échelle locale mais peinent à se transformer en modèles économiques durables faute de financement et d'accès aux marchés.

Ces récits soulignent une évidence : ce n'est pas le manque de volonté féminine qui explique la situation, mais des barrières systémiques.

Comparaisons internationales : des modèles inspirants

Certains pays émergents ont misé sur l'inclusion des femmes pour accélérer leur développement.

Turquie : a mis en place des programmes de formation professionnelle ciblés pour les femmes, accompagnés d'incitations fiscales pour les employeurs.

Bangladesh : l'intégration massive des femmes dans le textile a transformé l'économie et réduit la pauvreté.

Rwanda : l'accès des femmes à la politique et à l'entrepreneuriat a permis d'accroître significativement leur contribution au PIB.

Le Maroc peut s'inspirer de ces expériences, en adaptant les solutions à ses spécificités culturelles et sociales.

UN IMPÉRATIF POUR LA CROISSANCE INCLUSIVE

La faible participation des femmes au marché du travail n'est pas seulement une injustice sociale : c'est une erreur stratégique. En marginalisant la moitié de sa population active potentielle, le Maroc se prive d'un levier de croissance puissant.

L'AEI propose une voie claire : lever les obstacles structurels par la flexibilité, les crèches, le télétravail et les incitations fiscales. Mais au-delà des mesures techniques, c'est un changement de mentalité qui est nécessaire : considérer les femmes comme des actrices économiques à part entière, et non comme une réserve de main-d'œuvre secondaire.

La question est simple : le Maroc peut-il réussir son pari de développement en se privant de la moitié de ses forces vives ?



LA FUITE DES CERVEAUX : UN COÛT CACHÉ POUR L'ÉCONOMIE MAROCAINE UNE HÉMORRAGIE SILENCIEUSE

Chaque année, des milliers de jeunes Marocains hautement qualifiés quittent le pays. Médecins, ingénieurs, chercheurs, cadres IT... tous prennent la route de l'Europe, de l'Amérique du Nord ou du Golfe, en quête de meilleures conditions de travail et de vie. La fuite des cerveaux, longtemps perçue comme un phénomène marginal, s'est transformée en véritable hémorragie.

Les chiffres sont parlants : près de 20 % des ingénieurs formés chaque année au Maroc émigrent

Croissance économique et créati...

En médecine, le pays est devenu l'un des premiers pourvoyeurs de praticiens étrangers en France. Dans les nouvelles technologies, des start-ups locales se plaignent de voir leurs meilleurs talents partir dès qu'une opportunité internationale se présente. Ce phénomène fragilise doublement le pays : il prive l'économie de compétences indispensables et il ruine l'investissement consenti dans la formation de ces talents.

Le coût invisible de l'exode

Former un médecin ou un ingénieur coûte cher à l'État marocain. Chaque départ représente donc une perte nette d'investissement public. À cela s'ajoute un manque à gagner fiscal et productif : un médecin qui exerce à Paris contribue au PIB et aux impôts

français, alors qu'il aurait pu servir dans un hôpital marocain.

Ce coût caché se mesure aussi en termes sociaux. Les hôpitaux marocains souffrent d'un déficit chronique de praticiens, particulièrement dans les zones rurales. Les entreprises de la tech peinent à recruter des experts en cybersécurité ou en data science. Résultat : la compétitivité du pays s'affaiblit et ses ambitions de modernisation se heurtent à une réalité implacable : sans talents, pas de transformation structurelle. Au-delà de la statistique, cette fuite nourrit aussi un sentiment de découragement. Voir partir les meilleurs crée un climat où rester semble synonyme de résignation.

Les causes profondes de la fuite

Pourquoi ces jeunes partent-ils ? Conditions de travail précaires : salaires bas, manque de moyens techniques, bureaucratie lourde. Perspectives de carrière limitées : absence de recherche de pointe, peu d'opportunités dans des filières innovantes.

Facteurs sociaux : désir de meilleures conditions de vie, accès aux services publics, qualité de l'éducation pour leurs enfants. Reconnaissance : un sentiment de manque de considération et de valorisation de leur travail au Maroc.

La fuite des cerveaux est donc autant une question économique qu'une question de dignité et de perspectives.

Comparaisons internationales : retenir ou récupérer les talents

Plusieurs pays émergents ont connu ce phénomène et tenté d'y répondre.

Inde : a vu des millions d'ingénieurs partir dans les années 1990, mais a réussi à rapatrier une partie de ses talents grâce à la montée en puissance de son secteur IT.

Chine : a créé des incitations financières et technologiques massives pour que ses chercheurs et ingénieurs reviennent contribuer à l'économie nationale.

Tunisie : subit une fuite massive de ses médecins et peine encore à mettre en place des politiques efficaces de rétention.

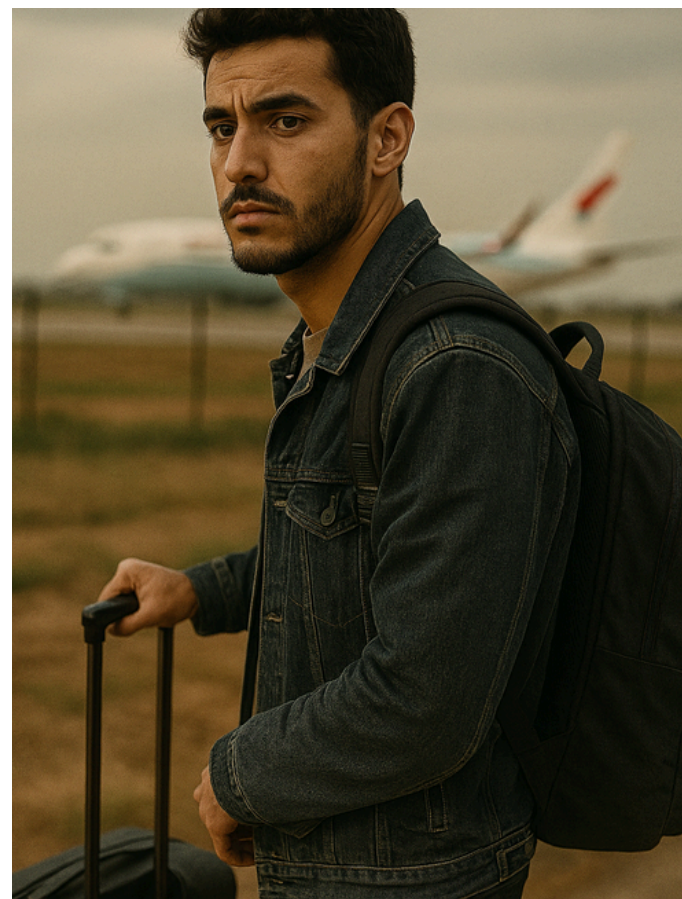
Ces expériences montrent que la fuite des cerveaux n'est pas une fatalité : elle peut être atténuée, voire transformée en levier, si le pays parvient à créer un environnement attractif.

Les propositions de l'AEI : créer des filières attractives

Pour l'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI), le problème ne se règlera pas par des interdictions ou des restrictions à l'émigration

AEI _ non on n'a pas tout essayé

La clé est de rendre le Maroc suffisamment attractif pour que ses talents choisissent d'y rester ou d'y revenir.



L'AEI avance trois axes principaux :

Développement de nouvelles filières stratégiques

Miser sur l'économie du care (santé, accompagnement des personnes âgées), l'économie bleue (métiers liés à la mer) et le numérique. Ces secteurs peuvent offrir des carrières stimulantes et rémunératrices.

Valorisation de la recherche et de l'innovation

Investir dans des pôles universitaires de pointe, créer des partenariats avec des entreprises technologiques mondiales et offrir des conditions de recherche compétitives.

Incitations au retour

Offrir des packages attractifs aux Marocains de la diaspora : exonérations fiscales temporaires, accès facilité au logement et opportunités entrepreneuriales.

Amélioration des conditions de travail locales

Moderniser les hôpitaux, digitaliser l'administration, libérer les énergies entrepreneuriales pour créer un écosystème où les compétences trouvent un terrain d'expression.

Témoignages de talents partis

Un ingénieur en cybersécurité installé à Montréal explique : « J'aurais aimé rester au Maroc, mais aucune entreprise locale ne m'offrait un projet à la hauteur de mes ambitions. Ici, je travaille sur des enjeux mondiaux. »

Une médecin généraliste partie en France ajoute : « Les conditions matérielles dans les hôpitaux marocains étaient insoutenables. À effectif égal, nous devons traiter deux fois plus de patients qu'en Europe, avec moins de moyens. »

Ces témoignages mettent en lumière que le choix de partir n'est pas seulement financier, mais aussi professionnel et éthique.

Vers une stratégie nationale des talents ?

Le Maroc doit considérer la question comme stratégique. Il ne s'agit pas seulement de former plus, mais de fidéliser. Sans stratégie nationale de rétention et d'attractivité, la fuite des cerveaux risque de s'amplifier, surtout avec la demande croissante en Europe et en Amérique du Nord pour les profils qualifiés.

La diaspora marocaine, évaluée à plus de cinq millions de personnes, peut aussi devenir un atout si elle est mobilisée intelligemment. Des réseaux d'expertise, des partenariats entrepreneuriaux et des transferts technologiques pourraient transformer l'exil en ressource.



STOPPER L'HÉMORRAGIE, LIBÉRER LE POTENTIEL

La fuite des cerveaux est l'un des coûts cachés les plus lourds de l'économie marocaine. Elle épuise le capital humain, réduit l'efficacité des dépenses publiques en éducation et affaiblit la compétitivité du pays.

L'AEI propose une réponse lucide : créer des filières attractives, investir dans la recherche, offrir des incitations au retour. Mais au-delà des mesures techniques, c'est un changement de cap qui s'impose : placer le talent au centre du modèle de développement.

Car un pays qui forme ses meilleurs éléments pour les voir partir ne fait pas que perdre de l'argent : il perd une part de son avenir.

L'agriculture occupe une place singulière dans l'économie marocaine. Elle représente encore près de 30 % de l'emploi national et fait vivre des millions de familles, particulièrement dans les zones rurales

Croissance économique et créati...

Elle a longtemps été le « réservoir d'emplois » d'un pays en quête de croissance inclusive. Mais cette fonction refuge est aujourd'hui mise à mal.

Entre 2018 et 2023, le Maroc a perdu près de 950.000 emplois agricoles. La raison est double : la mécanisation progressive et, surtout, les aléas climatiques. La sécheresse récurrente, aggravée par le changement climatique, a fragilisé un secteur dépendant des précipitations.

Ainsi, ce qui fut longtemps une sécurité — « quand tout échoue, on retourne à la terre » — est devenu une vulnérabilité.

L'agriculture n'absorbe plus la main-d'œuvre excédentaire et risque même de rejeter des centaines de milliers de travailleurs vers un marché du travail déjà saturé.

Le dilemme marocain : agriculture refuge ou modernisation ?

L'AGRICULTURE MAROCAINE : SECTEUR REFUGE OU IMPASSE STRUCTURELLE ? UN SECTEUR TOUJOURS CENTRAL MAIS FRAGILISÉ

Le Maroc est confronté à un dilemme structurel. Faut-il maintenir l'agriculture comme secteur d'absorption sociale ou accélérer sa modernisation, quitte à réduire encore plus la main-d'œuvre employée ?

1. L'agriculture refuge

Dans de nombreuses régions rurales, l'agriculture reste la seule option. Même si les revenus y sont faibles et aléatoires, elle permet une forme de survie. Dans ce sens, elle joue encore un rôle social majeur, évitant des migrations massives vers les villes.

2. L'agriculture modernisée

Mais l'autre réalité est que la modernisation agricole — mécanisation, irrigation, diversification — réduit le besoin de main-d'œuvre. Elle améliore la productivité, mais elle fragilise la fonction refuge. Sans accompagnement, cette transformation risque de créer un exode rural brutal.

Ce dilemme est exacerbé par la dépendance du secteur aux aléas climatiques. Une bonne année agricole peut booster le PIB national ; une mauvaise année le fait reculer. Cette volatilité est incompatible avec une stratégie de développement stable.

Comparaisons internationales : quand l'agriculture devient levier de transformation

D'autres pays émergents ont su transformer leur agriculture en moteur de développement :

Espagne : la modernisation de l'agriculture andalouse a permis d'intégrer les femmes et les jeunes dans des filières exportatrices (horticulture, fruits, oléiculture).

Chili : a développé une agriculture d'exportation de niche (vin, fruits exotiques) créant de la valeur ajoutée et des emplois saisonniers mieux encadrés.

Turquie : a intégré l'agriculture dans un tissu agro-industriel, permettant à la transformation locale de créer plus d'emplois que la simple production.

Ces modèles montrent que l'agriculture peut rester un secteur clé, mais seulement si elle s'intègre à une vision plus large : valorisation locale, diversification des revenus ruraux, synergie avec d'autres secteurs comme le tourisme.

Les propositions de l'AEI : redéfinir l'économie rurale

L'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) estime que le Maroc ne doit pas opposer agriculture et modernisation, mais les articuler



Elle propose plusieurs pistes :

Investir dans l'agriculture moderne et durable
Développer des techniques d'irrigation économes en eau.
Encourager la diversification vers des cultures à haute valeur ajoutée (agrumes, olives, bio).
Soutenir la transition vers une agriculture verte et résiliente.
Créer des zones d'activités rurales
Développer des petites unités de transformation agroalimentaire près des bassins agricoles.
Valoriser localement les produits pour créer de la valeur ajoutée et des emplois non agricoles.
Miser sur le tourisme rural
Développer l'agrotourisme et le tourisme culturel en zones rurales.
Donner aux agriculteurs des revenus complémentaires par l'accueil, l'artisanat ou les circuits de découverte.
Renforcer la formation et l'insertion des jeunes ruraux
Former aux métiers para-agricoles : maintenance, irrigation, logistique.
Créer des passerelles entre agriculture et économie numérique (e-commerce de produits locaux).

Témoignages du terrain : l'agriculture comme horizon limité

De jeunes agriculteurs témoignent : « Nos pères vivaient de la terre, mais pour nous ce n'est plus possible. Les sécheresses nous étouffent et les prix d'achat sont trop bas. »
Dans certaines coopératives féminines, la transformation de produits agricoles (huile d'argan, safran, figues de barbarie) a ouvert de nouvelles perspectives. Mais ces initiatives restent isolées et manquent d'échelle.
Dans les zones irriguées, la mécanisation a certes augmenté la productivité, mais elle a réduit la demande de main-d'œuvre saisonnière, plongeant de nombreuses familles dans le chômage caché.

Vers une économie rurale plurielle

L'avenir du Maroc ne peut reposer sur une agriculture de survie, mais il ne peut pas non plus abandonner des millions de ruraux. La voie médiane est celle d'une économie rurale plurielle : agriculture modernisée, transformation agroalimentaire, tourisme rural, services numériques.

Cette diversification permettrait de stabiliser les revenus, d'atténuer l'exode rural et de donner aux jeunes ruraux des perspectives au-delà du champ agricole.

TOURNER LA PAGE DE L'AGRICULTURE- REFUGE



Le Maroc est à un tournant. L'agriculture ne peut plus jouer le rôle de refuge éternel, mais elle peut devenir un moteur si elle s'intègre dans une vision territoriale et sectorielle plus large.

L'AEI plaide pour cette transformation : moderniser l'agriculture, développer l'agrotourisme et les zones d'activités rurales, renforcer la formation. Il s'agit d'un changement de paradigme : passer d'une agriculture-refuge à une économie rurale dynamique.

Car continuer à dépendre du ciel — une bonne ou une mauvaise saison — revient à condamner l'économie nationale à l'instabilité. L'avenir du Maroc rural ne peut être laissé aux caprices de la pluie : il doit être construit par des choix politiques et économiques courageux.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET EMPLOIS DU FUTUR : MENACE OU OPPORTUNITÉ POUR LE MAROC ? L'OMBRE ET LA PROMESSE DE L'IA

L'intelligence artificielle (IA) est en train de bouleverser le monde du travail. Dans le monde entier, des études estiment que des millions d'emplois routiniers seront remplacés par des machines intelligentes, capables d'automatiser la production, la comptabilité, la traduction, voire certains actes médicaux. Le Maroc n'échappera pas à cette vague.

Mais l'IA n'est pas seulement synonyme de destruction : elle ouvre aussi des perspectives inédites. Selon les projections, la transition verte et numérique pourrait générer 334.000 emplois verts d'ici 2030

Croissance économique et créati...

Le défi est donc double : éviter que l'IA ne creuse davantage le chômage, et saisir les opportunités qu'elle offre pour réinventer l'économie marocaine.

Les risques : emplois routiniers en première ligne

Les emplois les plus menacés au Maroc sont ceux liés à des tâches répétitives

et peu qualifiées. Dans l'industrie textile ou l'offshoring, l'automatisation peut réduire considérablement la demande de main-d'œuvre. Les call centers, fleuron marocain de l'emploi urbain, pourraient voir une partie de leurs activités absorbées par des chatbots de plus en plus performants.

Dans l'administration, l'IA risque également de réduire le besoin de personnel pour certaines tâches de gestion documentaire ou de traitement de données. Même les professions intermédiaires (juristes, comptables, enseignants) ne sont pas totalement à l'abri, car les outils d'IA assistée peuvent accomplir une partie de leurs missions.

Si le Maroc ne prépare pas cette transition, des centaines de milliers d'emplois pourraient disparaître sans solution de repli.

Les opportunités : métiers verts et numériques

L'IA et la transition écologique ne détruisent pas seulement : elles créent aussi. Trois grands viviers d'emplois se dessinent pour le Maroc :

Les emplois verts

La lutte contre le changement climatique, la transition énergétique et la gestion durable des ressources vont nécessiter une main-d'œuvre massive : ingénieurs en énergies renouvelables, techniciens en maintenance de panneaux solaires, experts en gestion de l'eau, spécialistes en économie circulaire.

Les métiers du numérique

Cybersécurité, data science, programmation, design d'interfaces, analyse de données : autant de métiers où la demande explose au niveau mondial et où le Maroc peut se positionner.

Les services liés au care et à la silver economy Avec le vieillissement démographique global, les métiers liés à la santé, à l'accompagnement et aux services sociaux vont croître. Le Maroc, avec sa diaspora et sa main-d'œuvre jeune, peut se positionner comme fournisseur de ces services à valeur ajoutée.

Scénarios mondiaux : réguler ou accélérer ?

L'attitude face à l'IA varie selon les pays.

L'Europe mise sur une approche régulée, visant à protéger les travailleurs et à accompagner la transition par la formation.

Les États-Unis privilégient l'innovation à tout prix, quitte à laisser le marché absorber les destructions d'emplois.

La Chine investit massivement dans l'IA pour devenir leader mondial, tout en orientant son marché du travail vers des métiers technologiques.

Le Maroc doit choisir sa voie. S'il se contente d'être consommateur passif d'IA importée, il risque de subir les destructions d'emplois sans profiter des créations. Mais s'il investit dans la formation, la recherche et l'entrepreneuriat numérique, il peut transformer la menace en levier.



Les propositions de l'AEI : miser sur les filières d'avenir

L'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) insiste sur la nécessité de préparer le Maroc aux bouleversements induits par l'IA

AEI _ non on n'a pas tout essayé

Elle propose quatre axes :

Former aux métiers du futur

Généraliser les formations en data science, cybersécurité, programmation.

Créer des centres régionaux spécialisés dans les métiers verts.

Intégrer l'IA dans les cursus universitaires dès le premier cycle.

Soutenir l'économie circulaire et verte

Développer des projets d'économie circulaire (recyclage, traitement des déchets).

Miser sur la gestion de l'eau et des énergies renouvelables comme viviers d'emplois.

Encourager l'économie du care et de la santé

Former massivement aux métiers médicaux et paramédicaux.

Créer des pôles de santé régionaux capables de retenir les talents.

Promouvoir l'entrepreneuriat numérique

Développer des incubateurs pour start-ups IA.

Encourager la commande publique orientée vers des solutions numériques locales.

Témoignages et signaux faibles

Dans le secteur de l'offshoring, certains managers reconnaissent déjà que des tâches de support sont remplacées par des logiciels d'IA, réduisant le besoin en effectifs. À l'inverse, des start-ups marocaines émergent dans la cybersécurité et le développement d'algorithmes adaptés aux marchés locaux.

Un jeune diplômé en informatique témoigne : « Beaucoup de mes camarades cherchent à partir au Canada ou en France, mais je crois que si le Maroc investit sérieusement dans l'IA, il y a une vraie place à prendre ici. »

Ces signaux montrent que le Maroc est à un carrefour : la destruction d'emplois est réelle, mais la création l'est aussi, à condition de saisir la vague.



TRANSFORMER LA MENACE EN LEVIER

L'intelligence artificielle représente une lame de fond. Elle menace des milliers d'emplois traditionnels, mais elle ouvre aussi la voie à une nouvelle économie. Le Maroc peut choisir : subir ou anticiper.

L'AEI propose un cadre clair : former aux métiers du futur, investir dans l'économie circulaire et numérique, développer l'économie du care. Ce n'est pas une simple option technologique, c'est une stratégie de survie et de prospérité.

La clé sera la vitesse. Les pays qui sauront s'adapter rapidement seront gagnants ; les autres risquent de voir leur marché du travail déstabilisé. Pour le Maroc, le temps presse : l'IA est déjà là.

PME ET START-UP : LE CHAÎNON MANQUANT DE L'EMPLOI FORMEL AU MAROC

LES PME, COLONNE VERTÉBRALE FRAGILE DE L'ÉCONOMIE

Au Maroc, les petites et moyennes entreprises (PME) et les très petites entreprises (TPE) représentent près de 99 % du tissu entrepreneurial. Elles constituent le socle de l'activité économique et emploient la majorité de la main-d'œuvre formelle. Pourtant, elles ne jouent pas pleinement leur rôle de moteur de l'emploi.

Depuis vingt ans, le pays n'a créé qu'environ 1,1 million d'emplois formels

Croissance économique et créati...

un chiffre insuffisant au regard de la croissance démographique et des besoins sociaux. Une partie de l'explication réside dans les difficultés structurelles des PME marocaines : faible productivité, dépendance à des marchés étroits, accès limité au financement.

En clair, le Maroc a une colonne vertébrale entrepreneuriale, mais elle reste fragile et sous-exploitée.

Les blocages qui freinent les PME et start-up

1. Le financement, nerf de la guerre

Les PME marocaines peinent à accéder au crédit bancaire. Les banques privilégient les grandes entreprises, jugées moins risquées, et exigent des garanties que les petites structures ne peuvent pas fournir.

Résultat : beaucoup de projets restent à l'état d'idée, faute de ressources pour se développer.

2. Une bureaucratie étouffante

Créer, gérer et développer une entreprise au Maroc reste un parcours semé d'embûches : paperasse, lenteurs administratives, manque de guichets uniques réellement efficaces. Cette complexité décourage de nombreux entrepreneurs.

3. Une innovation insuffisante

Trop de PME se limitent à la reproduction de modèles existants, sans investir dans la recherche ou l'innovation. Les start-up, censées incarner la créativité marocaine, peinent à franchir l'étape critique du passage à l'échelle (« scale-up »).

4. Un écosystème fragile

Si des incubateurs et accélérateurs existent, ils restent concentrés dans les grandes villes (Casablanca, Rabat, Marrakech), laissant de vastes régions sans accompagnement entrepreneurial.

Comparaisons internationales : quand les PME deviennent moteurs

Dans plusieurs économies émergentes, les PME et start-up ont été les catalyseurs de la création d'emplois.

Corée du Sud : un tissu dense de PME innovantes a accompagné l'industrialisation, soutenu par l'État via des financements et des partenariats avec les grands groupes.

Malaisie : a misé sur ses PME pour exporter, en les intégrant dans des chaînes de valeur mondiales, notamment dans l'électronique.

Rwanda : malgré des moyens limités, a développé un écosystème de start-up numériques en favorisant la digitalisation et les partenariats public-privé.

Ces exemples montrent qu'un soutien ciblé peut transformer les PME en moteurs de croissance et d'emploi.

Les propositions de l'AEI : simplifier, financer, innover



L'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) considère que les PME et start-up sont le chaînon manquant de l'emploi formel au Maroc

AEI _ non on n'a pas tout essayé

Elle propose une stratégie articulée autour de quatre axes :

Simplification administrative

Digitaliser toutes les procédures liées à la création et à la gestion d'entreprise.

Mettre en place de véritables guichets uniques régionaux.

Accès facilité au financement

Renforcer les mécanismes de garantie publique pour les crédits PME.

Développer le capital-risque et encourager l'investissement privé dans les start-up.

Innovation et accompagnement

Créer des Startups Stations régionales pour offrir incubateurs, espaces de coworking et accompagnement.

Relier universités, centres de recherche et entreprises pour stimuler l'innovation.

Commande publique orientée

Réserver une part des marchés publics aux PME et start-up locales.

Encourager le « Made in Morocco » dans les appels d'offres.

Témoignages d'entrepreneurs : rêves et obstacles

Un jeune entrepreneur de Fès raconte : « Monter ma start-up m'a pris plus d'un an de démarches administratives. Pendant ce temps, j'ai perdu un investisseur intéressé. »

Une entrepreneure de Marrakech ajoute : « Nous avons développé une application de e-santé, mais nous n'avons pas trouvé d'investisseurs locaux. Finalement, ce sont des fonds étrangers qui nous soutiennent. »

Ces récits reflètent une réalité : le potentiel est là, l'énergie entrepreneuriale existe, mais l'écosystème ne suit pas.

Vers un tissu entrepreneurial moteur de l'emploi ?

Pour que les PME et start-up deviennent de véritables moteurs de l'emploi, il faut un changement de paradigme. Le Maroc doit cesser de se focaliser uniquement sur les grands projets d'infrastructures ou sur les multinationales, et investir dans ses propres entrepreneurs.

Cela suppose un environnement simple, transparent et incitatif, où un jeune porteur de projet ne soit pas étouffé par la paperasse, et où une start-up innovante trouve facilement du financement.

Les propositions de l'AEI tracent cette voie. Encore faut-il que l'État et le secteur privé s'engagent réellement à transformer le paysage entrepreneurial marocain.



DE L'EXCEPTION AU MODÈLE

Aujourd'hui, au Maroc, une PME qui réussit est souvent perçue comme une exception héroïque. Demain, elle doit devenir la norme. Les start-up marocaines ne doivent plus rêver uniquement de s'installer à Paris ou à Dubaï : elles doivent pouvoir grandir à Casablanca, Agadir, Tanger ou Oujda.

Le Maroc a les talents et les idées. Ce qui manque, c'est un cadre favorable. Si le pays réussit ce pari, les PME et start-up pourraient devenir le chaînon fort de l'emploi formel, et non son maillon faible.

DISPARITÉS TERRITORIALES ET EMPLOI : LE GRAND FOSSÉ

Une fracture géographique persistante

Le marché du travail marocain n'est pas homogène. Selon la région où l'on vit, les chances de trouver un emploi varient du simple au triple. À Marrakech-Safi, le taux de chômage est de 8,1 %, alors qu'il atteint 22,9 % dans le Sud et 21,1 % dans l'Oriental. Ces écarts ne sont pas seulement statistiques : ils traduisent un fossé social et économique qui s'élargit au fil du temps.

Le Maroc a connu d'importants investissements publics ces vingt dernières années : autoroutes, ports, aéroports, zones industrielles. Mais ces infrastructures se sont concentrées dans quelques régions, notamment Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kénitra et Tanger-Tétouan-Al Hoceima. Le reste du pays, notamment les régions de l'intérieur et du Sud-Est, peine à attirer les mêmes opportunités.

Résultat : un marché de l'emploi polarisé où certains territoires deviennent des aimants pour l'investissement, tandis que d'autres s'enfoncent dans la marginalisation.

Les causes structurelles des inégalités régionales

Plusieurs facteurs expliquent cette fracture :

1. Infrastructures inégales
Les régions bien desservies par les routes, le rail et les ports captent l'essentiel des investissements. Les zones enclavées restent à l'écart.
2. Tissu productif déséquilibré
Casablanca concentre plus de 50 % du tissu industriel. Les régions périphériques reposent encore sur l'agriculture, vulnérable aux aléas climatiques et peu créatrice d'emplois stables.
3. Formation et compétences
Les grandes villes disposent d'universités, d'écoles supérieures et de centres de formation. Les régions rurales ou périphériques souffrent d'un déficit d'infrastructures éducatives adaptées.
4. Attractivité limitée
Faute d'écosystèmes entrepreneuriaux, les investisseurs privés hésitent à s'implanter dans les régions défavorisées, perpétuant un cercle vicieux : pas d'emplois, donc pas de consommation, donc pas d'investissement.

Conséquences sociales : migration et fractures

Ces disparités nourrissent des dynamiques sociales lourdes : Exode rural massif : des jeunes quittent les campagnes et petites villes pour tenter leur chance dans les grandes agglomérations.

Pression urbaine : Casablanca, Rabat et Tanger absorbent des flux migratoires qui saturent les services publics et accentuent la précarité.

Sentiment d'exclusion : dans certaines régions, les jeunes expriment un ressentiment croissant, alimentant la défiance envers l'État et les institutions.

Le marché du travail marocain est ainsi traversé par une double fracture : urbaine/rurale et régionale. Elle nourrit des inégalités de revenus, d'accès aux services et d'opportunités.

Comparaisons internationales : réduire les fractures territoriales

D'autres pays émergents ont connu ces disparités et tenté d'y répondre.

Espagne : a mis en place des fonds régionaux européens pour équilibrer le développement entre le nord industriel et le sud agricole.

Chine : a massivement investi dans les provinces de l'intérieur pour réduire l'écart avec les régions côtières, avec un succès partiel.

Turquie : a créé des zones économiques spéciales dans l'Anatolie orientale pour attirer des investissements hors Istanbul et Ankara.

Ces modèles montrent que l'aménagement du territoire et la redistribution des investissements publics sont essentiels pour corriger les déséquilibres.



Les propositions de l'AEI : responsabiliser les régions

L'Alliance des Économistes Istiglaliens (AEI) fait de la réduction des disparités régionales une priorité stratégique

Elle avance plusieurs propositions :

Fonds d'Investissement Régionaux (FIR)

Doter chaque région d'un fonds spécifique, alimenté par l'État, les collectivités locales et des partenaires privés.

Utiliser ces fonds pour financer des projets créateurs d'emplois locaux.

Mobilisation du foncier

Mettre à disposition des terrains à prix préférentiels pour attirer les investisseurs.

Faciliter l'accès au foncier industriel et agricole.

Pôles d'excellence régionaux

Développer des filières spécifiques à chaque région (tourisme dans le Sud, agro-industrie dans l'Oriental, énergies renouvelables dans le Souss-Massa).

Valoriser les atouts locaux au lieu de copier les modèles des grandes villes.

Autonomie accrue des régions

Responsabiliser les conseils régionaux dans la création d'emplois.

Décentraliser les politiques de formation professionnelle et d'investissement.

Témoignages : un Maroc à deux vitesses

Un jeune diplômé de Oujda témoigne : « Ici, les opportunités sont rares. Pour travailler, il faut aller à Casablanca. Mais tout le monde ne peut pas partir. »

À l'inverse, un entrepreneur installé à Tanger raconte : « La région est devenue très attractive grâce au port Tanger Med. Mais le développement reste concentré sur quelques secteurs. »

Ces récits illustrent un Maroc à deux vitesses, où certains territoires s'intègrent dans l'économie mondiale tandis que d'autres se sentent laissés pour compte.

Vers une cohésion territoriale ?

Réduire les disparités territoriales n'est pas qu'un objectif économique : c'est une condition de stabilité sociale et politique. Un pays où certaines régions prospèrent tandis que d'autres stagnent est un pays vulnérable aux fractures internes.

L'AEI propose une approche pragmatique : donner aux régions les moyens et la responsabilité de leur développement. C'est une rupture avec la centralisation traditionnelle, mais une nécessité si le Maroc veut construire une croissance inclusive.

COMBLER LE FOSSÉ OU RISQUER LA FRACTURE

Les disparités territoriales sont l'un des défis majeurs du Maroc. Elles alimentent le chômage, l'exode rural, les tensions sociales et minent la confiance dans l'avenir.

L'AEI appelle à une nouvelle politique : investir dans les régions oubliées, mobiliser le foncier, développer des pôles d'excellence locaux. L'objectif est clair : faire en sorte que la naissance à Oujda, Laâyoune ou Casablanca n'offre pas des destins économiques radicalement différents.

Car un pays ne peut se développer harmonieusement en laissant une partie de son territoire à l'écart. Comblar le fossé territorial est donc un impératif : économique, social et politique.



LEÇONS DES MODÈLES ÉTRANGERS : QUE PEUT APPRENDRE LE MAROC ?

Le besoin d'inspiration au-delà des frontières

Le Maroc fait face à un défi majeur : comment transformer sa croissance en création d'emplois durable ? Après avoir examiné les freins internes — chômage des jeunes, poids de l'informel, faible participation féminine, fuite des cerveaux, fragilité des PME — une question s'impose : que font les autres pays confrontés aux mêmes problèmes, et que pouvons-nous en retenir ?

À travers l'Asie, l'Europe du Sud ou l'Afrique émergente, plusieurs modèles offrent des enseignements précieux. Aucun n'est transposable tel quel, mais tous peuvent nourrir une réflexion stratégique.

L'Asie : industrialisation inclusive et PME dynamiques

La Corée du Sud est souvent citée comme exemple d'industrialisation réussie. Dans les années 1960, ce pays était plus pauvre que le Maroc. Aujourd'hui, il fait partie des économies avancées. La clé ? Une politique volontariste d'industrialisation, soutenue par l'État, qui a favorisé des conglomérats (Samsung, Hyundai) tout en développant un réseau dense de PME sous-traitantes. Résultat : une croissance forte et inclusive, capable d'absorber une grande partie de la main-d'œuvre.

La Malaisie a adopté une approche complémentaire. Plutôt que de se reposer sur quelques géants industriels, elle a stimulé ses PME pour les intégrer dans les chaînes de valeur mondiales, notamment dans l'électronique. En favorisant l'innovation et en misant sur la formation technique, elle a transformé son tissu entrepreneurial en moteur d'emplois.

Le Vietnam illustre le modèle de l'État développementaliste. Le gouvernement a orienté les investissements étrangers pour qu'ils ne se limitent pas à l'assemblage, mais créent des écosystèmes intégrés : formation, recherche, production. Le résultat est une industrialisation rapide, mais avec une intégration locale forte qui génère des emplois massifs. Ces exemples asiatiques montrent que l'industrialisation réussie n'est pas qu'une affaire d'investissements étrangers : elle repose sur l'intégration locale, la montée en gamme des compétences et le soutien aux PME.

L'Europe du Sud : gérer le chômage de masse

L'Espagne et la Grèce, frappées par des crises économiques et un chômage massif, ont développé des politiques d'adaptation intéressantes.

En Espagne, les réformes du marché du travail ont introduit davantage de flexibilité, tout en renforçant la formation professionnelle. Les programmes de reconversion ont permis

à des travailleurs licenciés de se réorienter vers des secteurs en croissance (tourisme, énergies renouvelables).

En Grèce, la crise financière a montré les limites d'un modèle reposant trop sur les services et la consommation. Mais elle a aussi poussé à repenser l'économie en misant sur l'innovation, les start-up et la valorisation du patrimoine culturel et touristique. Ces deux pays illustrent l'importance de l'adaptation : même face à un chômage massif, des politiques actives de formation et de reconversion peuvent limiter la casse et créer de nouvelles opportunités.

L'Afrique émergente : miser sur la jeunesse et le numérique

Certains pays africains, comme le Rwanda, ont fait le pari du numérique. Faute de ressources naturelles abondantes, Kigali a choisi de devenir un hub technologique régional. Les politiques publiques y encouragent la formation en TIC, l'entrepreneuriat numérique et les partenariats public-privé. Bien que le Rwanda reste un petit marché, il prouve qu'un pays africain peut attirer des investissements dans le digital et créer des emplois qualifiés, même à partir d'une base modeste. Le Maroc, avec sa taille et sa proximité avec l'Europe, pourrait aller encore plus loin s'il investit massivement dans l'économie numérique.



Ce qui bloque au Maroc

Pourquoi le Maroc, malgré ses atouts, n'arrive-t-il pas à reproduire ces réussites ?

Manque de cohérence stratégique : les plans sectoriels (automobile, aéronautique, agriculture) sont nombreux, mais leur intégration avec le marché du travail reste insuffisante.

Dépendance aux importations : dans l'automobile, une grande partie des composants est importée, limitant l'impact sur l'emploi local.

Faible soutien aux PME : le tissu entrepreneurial reste dominé par des micro-entreprises informelles, sans véritable montée en gamme.

Centralisation excessive : les régions n'ont pas assez de marge de manœuvre pour développer des pôles adaptés à leurs spécificités.

En résumé, le Maroc attire des investissements, mais sans toujours les intégrer à son tissu productif ni en faire des leviers d'emploi massif.

Les propositions de l'AEI : un modèle marocain inspiré mais original

L'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) appelle à tirer les leçons de ces expériences tout en construisant un modèle spécifiquement marocain

Ses propositions s'articulent autour de plusieurs axes :

Nouvelles filières stratégiques

Miser sur le care (santé, services sociaux), l'économie bleue (métiers liés à la mer), le numérique et l'économie circulaire. Ces secteurs sont porteurs d'emplois massifs et adaptés aux ressources du pays.

Commande publique orientée Made in Morocco

Réserver une part significative des marchés publics aux entreprises locales pour stimuler la production nationale et l'emploi.

Décentralisation économique

Donner aux régions les moyens de développer leurs propres pôles d'excellence, sur le modèle vietnamien ou turc.

Formation adaptée

S'inspirer de l'Espagne en matière de reconversion, pour anticiper les transitions technologiques et écologiques.

Innovation et PME

Stimuler la créativité entrepreneuriale en soutenant l'innovation, sur le modèle malaisien.

Témoignages : inspirations et frustrations

Un entrepreneur de Casablanca confie : « Nous avons les talents et les idées, mais les grandes filières exportatrices ne nous intègrent pas. Les PME locales restent spectatrices. »

À l'inverse, un chercheur en énergies renouvelables basé à Ouarzazate explique : « Le Maroc pourrait devenir un leader africain de l'énergie verte, mais il faut que la formation suive et que les jeunes soient préparés à ces métiers. »

Ces témoignages confirment que l'inspiration existe, mais que l'écosystème reste à construire.

S'INSPIRER SANS COPIER

Le Maroc n'a pas besoin de copier servilement la Corée, le Vietnam ou l'Espagne. Il doit s'inspirer de leurs réussites pour bâtir un modèle marocain : inclusif, régionalisé, et orienté vers les filières d'avenir.

L'AEI propose une boussole claire : miser sur de nouvelles filières, renforcer les PME, décentraliser l'investissement et orienter la commande publique. La leçon des modèles étrangers est simple : la croissance seule ne suffit pas. Il faut l'organiser, l'intégrer et l'orienter vers l'emploi.

Le Maroc peut le faire. Mais il doit agir vite, car les défis démographiques, technologiques et climatiques ne lui laissent pas le luxe du temps.



VOTRE REGARD HEBDOMADAIRE SUR L'ÉCONOMIE



Plongez dans le monde économique avec notre hebdomadaire dédié. Ici, en lecture en ligne et en téléchargeant ce PDF, vous découvrirez une richesse d'articles, d'analyses et des brèves variées, allant des dernières informations économiques nationales et internationales. Cet hebdomadaire en format express est votre guide incontournable pour découvrir l'essentiel des brèves économiques de la semaine.

www.pressplus.ma



SCAN ME!

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC, PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS